



# Fiche

Date

10 juin 2024

---

## Historique de la redistribution de la taxe sur le CO<sub>2</sub>

### 1 Introduction

La taxe sur le CO<sub>2</sub> est une taxe d'incitation prélevée sur les combustibles fossiles destinés à une utilisation énergétique (huile de chauffage, gaz, charbon et autres), dans le but d'encourager leur utilisation parcimonieuse. Elle a été introduite en 2008, pour pallier la réduction insuffisante des émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur des combustibles.

Un tiers du produit de la taxe est consacré au [Programme Bâtiments](#) de la Confédération et des cantons. Ce Programme octroie des subventions visant à améliorer l'efficacité énergétique du parc immobilier suisse. Depuis 2013, un montant annuel de 25 millions au maximum est en outre versé au [fonds de technologie](#) pour le financement de cautionnements de prêts permettant aux entreprises suisses innovantes d'avoir accès à des fonds de tiers à des tarifs avantageux. Le solde du produit de la taxe est redistribué à la population et à l'économie, proportionnellement au montant prélevé.

- Les recettes de la taxe sur le CO<sub>2</sub> prélevée **auprès de la population** sont redistribuées à parts égales à toutes les personnes domiciliées en Suisse et assurées selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) : chacun et chacune reçoit le même montant, indépendamment de sa consommation énergétique. Cette redistribution se fait par le biais des assurances-maladie.
- Les recettes de la taxe sur le CO<sub>2</sub> prélevée **auprès des entreprises** sont redistribuées à l'ensemble des employeurs. Ces derniers reçoivent un montant proportionnel à la masse salariale qu'ils ont déclarée à leur caisse de compensation AVS. Les caisses de compensation AVS redistribuent les montants dus aux employeurs sous forme de déduction ou de versement.

La redistribution a lieu dans l'année au cours de laquelle les recettes ont été générées. Elle est donc basée sur une estimation, car le montant des recettes effectives n'est connu qu'à la fin de l'année. La différence entre le montant estimé et le montant effectif est compensée lors de la redistribution du produit de la taxe deux ans plus tard.

## 2 Evolution du facteur de redistribution

	Revenu taxe CO <sub>2</sub> en millions CHF	Redistribution à l'économie		Redistribution à la population			Montant taxe CO <sub>2</sub> en CHF par t CO <sub>2</sub>
		Facteur en CHF pour 1'000 CHF de masse salariale déclarée à l'AVS	Somme en millions de CHF à redistribuer	Montant en CHF par personne (redistribution CO <sub>2</sub> et COV <sup>1</sup> )	Somme provenant de la taxe CO <sub>2</sub> en millions CHF	Somme provenant de la taxe COV en millions CHF	
2008	221						12
2009	222						12
2010	589	1,311 <sup>2</sup>	360	81,60	502	138	36
2011	498	0,644	180	48,60	256	128	36
2012	552	0,493	140	42,00	215	119	36
2013	642	0,192	60	35,40	163	120	36
2014	758	0,573	180	52,20	297	126	60
2015	827	0,739	236	62,40	379	133	60
2016	1'074	0,712	232	62,40	410	110	84
2017	1'117	0,814	269	67,80	451	122	84
2018 <sup>3</sup>	1'083	1,475	492	88,80	640	111	96
2019	1'166	1,293	439	76,80	554	108	96
2020	1'161	0,541	188	77,40	567	98	96
2021	1'155	0,297	106	87,00	639	114	96
2022	1'237	0,852	307	88,20	653	115	120
2023	910 <sup>4</sup>	0,662	245	61,20	465	80	120
2024		0,707	272	64,20	493	91	120

<sup>1</sup> COV = composants organiques volatils

<sup>2</sup> Les produits de la taxe sur le CO<sub>2</sub> des années 2008, 2009 et 2010 ont été redistribués simultanément en 2010 (voir également chiffre 3).

<sup>3</sup> Les fonds non utilisés provenant du Programme Bâtiments sont nouvellement redistribués depuis 2018 (voir aussi chiffre 3).

<sup>4</sup> En outre, des provisions d'environ 221 millions de francs ont été constituées en vue de la mise en œuvre de la recommandation du Contrôle fédéral des finances (CDF) concernant la comptabilité d'exercice des remboursements de recettes fiscales.

### 3 Quelles sont les raisons des variations du facteur de redistribution ?

- Le revenu de la taxe des années 2008 à 2010 a été redistribué simultanément en 2010, ce qui explique le facteur élevé lors de la première année de redistribution. Initialement, il avait été prévu de redistribuer la taxe sur le CO<sub>2</sub> deux ans après son prélèvement. Cependant, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé en automne 2009 de changer le mécanisme, afin d'améliorer la conjoncture.
- Depuis 2011, le produit de la taxe sur le CO<sub>2</sub> est redistribué l'année même de son prélèvement sur la base d'une estimation. La correction de cette estimation se fait deux ans plus tard (voir aussi chiffre 4 de cette fiche). Le revenu effectif de la taxe peut varier fortement en fonction des besoins de chauffage durant la saison froide et en fonction du montant de la taxe.
- Le montant de la taxe sur le CO<sub>2</sub> a régulièrement augmenté depuis son introduction en 2008.
- Depuis 2010, un tiers du produit de la taxe sur le CO<sub>2</sub> est versé au Programme Bâtiments (au maximum 200 millions de francs dès 2010, 300 millions dès 2013 et 450 millions dès 2018).
- Depuis 2013, un montant annuel de 25 millions au maximum est en outre versé au fonds de technologie.
- Depuis 2013, la taxe sur le CO<sub>2</sub> est également redistribuée aux entreprises étant exemptées du paiement de cette taxe, ce qui n'était pas le cas auparavant.
- Les fonds non utilisés provenant du Programme Bâtiments sont nouvellement redistribués depuis 2018. En 2018, il s'agit d'une somme de 200 millions CHF qui est redistribuée à la population et aux entreprises. De plus, dès 2018, les montants non utilisés en cours d'année par le Programme Bâtiments sont également utilisés pour la redistribution, montants qui seront pour des raisons de délais redistribués d'abord intégralement aux entreprises. Deux ans plus tard, cela sera corrigé par une augmentation du montant à redistribuer à la population ou par une diminution du montant à redistribuer aux entreprises.

### 4 Raisons des fluctuations du facteur de redistribution à l'économie pour certaines années

- La baisse du montant à redistribuer en 2013 s'explique principalement par l'estimation trop haute du revenu de la taxe en 2011 (année spécialement chaude), par une diminution des recettes prévues pour 2013 et par l'introduction du fonds de technologie financé par la taxe à raison de 25 millions par année.
- La baisse du facteur en 2020 et 2021 s'explique principalement par les deux raisons suivantes :
  - Le montant à redistribuer est calculé sur la base d'estimations qui sont corrigées deux ans plus tard. En outre, la correction des montants non utilisés par le Programme Bâtiments est effectuée dès 2020. Ces montants sont redistribués dans un premier temps intégralement aux entreprises, pour des raisons de délais. Les entreprises ayant reçu un total d'environ 140 millions de francs en trop pour la redistribution en 2018 et 164 millions en 2019, le montant est corrigé vers le bas en 2020, puis en 2021.
  - Les montants non utilisés par le Programme Bâtiments et redistribués en 2020 ont diminué d'environ 100 millions de francs par rapport à 2019. Ces montants ont encore une fois diminué de 50 millions de francs entre 2020 et 2021.
- Le facteur de redistribution 2022 est à nouveau plus haut (0.852‰). Les raisons suivantes expliquent cette hausse :
  - Recettes plus élevées de la taxe sur le CO<sub>2</sub> dès 2022, étant donné que la taxe a été augmentée à 120 CHF/tCO<sub>2</sub> (+63 millions de CHF) ;
  - Moins de corrections dues à l'erreur d'estimation de l'année 2020 (+46 millions de francs) ;

- Moins de corrections dues aux montants non utilisés par le Programme Bâtiments en 2020 (+68 millions de francs) ;
- Augmentation des montants non utilisés par le Programme Bâtiments en 2022 (+23 millions de francs).
- En 2023, le facteur de redistribution est inférieur à celui des années précédentes. Cela s'explique surtout par la mise en œuvre de la recommandation du Contrôle fédéral des finances (CDF) concernant la comptabilisation par période des remboursements provenant des recettes de la taxe. Il faut donc tenir compte de provisions uniques d'environ 170 millions de francs (dont environ 60 millions pour la redistribution à l'économie), ce qui réduit d'autant le montant de redistribution.
- En 2024, le facteur de redistribution n'est que légèrement supérieur à celui de 2023, ce qui s'explique notamment par la correction de l'estimation pour l'année 2022, pour laquelle l'estimation des recettes de la taxe était supérieure aux recettes effectives.

## **5 Raisons des fluctuations du facteur de redistribution à la population pour certaines années**

- Malgré l'augmentation de la taxe sur le CO<sub>2</sub>, la redistribution à la population n'est que légèrement plus élevée en 2022 par rapport à 2021, notamment en raison du montant qui a été redistribué à la population en 2022 du fait des fonds non utilisés du Programme Bâtiments (voir également la note de bas de page n° 4). La correction provenant de ces fonds était inférieure de près de 70 millions de CHF en 2022 par rapport à 2021.
- En 2023, le facteur de redistribution est inférieur à celui des années précédentes. Cela s'explique surtout par la mise en œuvre de la recommandation du Contrôle fédéral des finances (CDF) concernant la comptabilisation par période des remboursements provenant des recettes de la taxe. Il faut donc tenir compte de provisions uniques d'environ 170 millions de francs du côté du CO<sub>2</sub> (dont environ 110 millions de francs pour la redistribution population) et de CHF 24 millions du côté des COV, ce qui réduit d'autant le montant de redistribution.
- En 2024, le facteur de redistribution n'est que légèrement supérieur à celui de 2023, ce qui s'explique notamment par la correction de l'estimation pour l'année 2022, année pour laquelle l'estimation des recettes de la taxe était supérieure aux recettes effectives.

## **6 De quels paramètres dépend l'estimation pour la redistribution de la taxe sur le CO<sub>2</sub> à l'économie et à la population ?**

La description suivante vaut pour l'estimation liée à la taxe sur le CO<sub>2</sub> (la taxe sur les COV est redistribuée deux ans après son prélèvement).

La taxe sur le CO<sub>2</sub> est redistribuée l'année même de son prélèvement, ce qui signifie que la redistribution se base sur une estimation du produit de la taxe pour l'année de prélèvement, qu'on peut appeler ici année x. Les moyens affectés au Programme Bâtiments et au fond de technologie sont déduits de cette estimation, conduisant ainsi à la redistribution estimée pour l'année x. La part revenant à l'économie et celle revenant à la population sont ensuite estimées sur la base des valeurs des années précédentes.

Le montant de redistribution estimé pour l'économie et pour la population (année x) doit ensuite être corrigé en prenant en compte deux facteurs :

- Produit réel de la taxe pour l'année x-2 (sans l'affectation partielle) et parts réelles pour l'économie et la population ;

- Montants non redistribués lors de l'année x-2, notamment à cause des faillites d'entreprises, des arrondis lors du calcul du facteur de redistribution ou des montants trop petits pour être redistribués à l'économie (voir [art. 125 al. 4 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>](#)).

C'est ainsi que sont estimés les montants à redistribuer pour le budget de l'année x.

Le calcul du facteur de redistribution s'effectue lors de l'année x de la manière suivante :

- **Pour la population** : Part pour la population selon le budget de l'année x, moins l'indemnisation des assureurs = montant à redistribuer, divisé par le nombre d'assurés de l'année x. Le montant doit être arrondi à 5 centimes près et doit pouvoir être divisé par 12 pour le paiement mensuel des primes. La différence due à l'arrondi sera corrigée pendant l'année x+2.
- **Pour l'économie** : Part pour l'économie selon le budget de l'année x, plus les fonds non utilisés du Programme Bâtiments, moins l'indemnisation pour les caisses de compensation = montant à redistribuer. Ce montant est ensuite divisé par la masse salariale totale des employeurs, ce qui donne le facteur de redistribution (en pour mille, arrondi à trois chiffres après la virgule).

## 7 Quels sont les coûts de mise en œuvre de la redistribution à la population et à l'économie ?

Coûts de mise en œuvre de la redistribution à la population (taxes sur le CO<sub>2</sub> et sur les COV) :

Les assureurs sont indemnisés à hauteur de 30 centimes par personne assurée (voir [art. 123 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>](#)).

Coûts de mise en œuvre de la redistribution à l'économie (taxe sur le CO<sub>2</sub>) :

L'Office fédéral de l'environnement OFEV détermine l'indemnisation des caisses de compensation en accord avec l'Office fédéral des assurances sociales OFAS ([art. 127 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>](#)). La hauteur de l'indemnisation annuelle des caisses de compensation a été fixée comme suit :

- Montant de base par caisse de compensation : 2'310 CHF ;
- Indemnisation par employeur : 3.95 CHF ;
- Frais de port pour l'envoi de la lettre d'information à chaque entreprise touchant la redistribution (environ 400'000 CHF au total) ;
- Indemnisation par caisse de compensation pour la révision de la redistribution : 4'740 CHF.

Etant donné qu'il y a quelques 80 caisses de compensation et 500'000 employeurs, les frais totaux se montent à environ 3 millions CHF.

Au cours de la phase d'introduction en 2009, les caisses de compensation, ou leur service informatique, ont reçu des indemnités uniques pour un total de 1,2 million de francs.<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Voir aussi l'interpellation suivante : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20183752>

## 8 Informations complémentaires

- Page Internet de l'OFEV sur la redistribution :  
<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/mesures-reduction/taxe-co2/redistribution.html>
- Budget et plan financier publié par l'Administration fédérale des finances :  
<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/finanzberichterstattung/finanzberichte/budget.html>
- Comptes d'Etat publiés par l'Administration fédérale des finances :  
<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/finanzberichterstattung/finanzberichte/staatsrechnung.html>
- Directives de l'OFAS sur la redistribution :  
<https://sozialversicherungen.admin.ch/fr/d/6952?lang=de>